

La Chair humaine

Malheur... les Européens vivent trop vieux et ne font plus assez d'enfants! A tel point que l'équilibre démographique du vieux continent est menacé.

Le péril est de taille si l'on en croit une récente étude de l'ONU qui prévient que l'Europe aurait besoin de 160 millions d'immigrés d'ici à 2025 pour rééquilibrer sa balance démographique. Dans le même temps, l'Europe expulse à grande vitesse des étrangers (la Grande-Bretagne a établi le record de 5 expulsés à l'heure pour le mois de janvier 2000) dont elle a, semble-t-il, un si grand besoin. La Suisse n'échappe pas à la tendance, ce qu'illustre le mélodramatique titre choisi par un hebdomadaire romand pour un dossier consacré à cette question : « *L'immigration ou la mort* » (1), ce qui n'empêche pas notre pays de refouler des milliers de réfugiés vers un Kosovo en ruines et truffé de mines. Paradoxe?

En apparence seulement, car il y a deux sortes d'étrangers : les désirés et les indésirables. Le conseiller aux États socialiste, Pierre-Alain Gentil, ne dit rien d'autre lorsqu'il constate qu'il est « *difficile d'ouvrir ce dossier [de l'immigration], car les gens l'assimilent à la politique d'asile* » (2).

Faire venir des travailleurs dont l'économie suisse a besoin n'est pas une nouveauté : Italiens, Espagnols, Portugais, Yougoslaves... sont venus en masse au cours du XXe siècle. Avec la "crise", les retours ont été "encouragés" et même forcés pour les saisonniers, frontaliers... Mais aujourd'hui, les besoins en main d'œuvre se font à nouveau sentir. Seulement, les salaires suisses et les conditions de vie (horaires de travail, assurances, loyers, etc.) ne sont plus très attractifs pour des travailleurs des pays de l'Europe de l'Ouest. Pour effectuer les pires boulots les patrons suisses cherchent donc ailleurs, notamment à l'Est, quitte à embaucher des sans-papiers, des clandestins qu'on peut payer au lance-pierres et pour lesquels il n'est pas nécessaire d'acquitter les charges sociales.

Ce qui est nouveau, c'est que les besoins des patrons suisses concernent de plus en

plus des postes très qualifiés. Mais là aussi, les ressortissants des pays européens ne se précipitent pas en Suisse (et les bilatérales n'y changeront pas grand chose au grand désespoir des patrons). Le patronat s'est donc dit qu'il fallait aller voir dans les pays du Sud qui abritent une main d'œuvre qualifiée. Cela permet d'économiser sur la formation réalisée dans nos universités... Dans une optique capitaliste, il est plus judicieux d'attirer des



spécialistes du Tiers Monde dont on pourra se débarrasser quand ils ne seront plus à la page, que de favoriser la formation supérieure des jeunes de ce pays.

Sur cette question, les logiques économiques et politiques ne sont pas encore concordantes et le pouvoir politique est réticent à "ouvrir" les frontières. C'est qu'il s'agit de faire passer l'idée d'une nouvelle vague d'immigration auprès d'une population suisse que l'on a maintenu dans l'idée qu'il y avait trop d'étrangers et dont on a entretenu la xénophobie. La droite est écartelée entre les intérêts des milieux économiques et le maintien de son fonds de commerce xénophobe qu'illustre l'initiative « *Pour une réglementation de l'immigration* » (vote le 24 septembre) dont l'objectif est de limiter le nombre d'étrangers à 18 % de la population. Comment peut-elle expliquer à tous ses électeurs, qui sont persuadés qu'il n'y a en point comme eux, que leur salut va venir des étrangers! Des cantons commencent à travailler sur le sujet. C'est le cas du canton du Jura qui veut inventer le « *marketing démogra-*

phique » (3). Il s'agit de faire venir des étrangers afin d'enrayer l'hémorragie de population que connaît ce canton. Évidemment, dans l'esprit de ses concepteurs, il est question de « *se concentrer sur les personnes formées* », « *des jeunes dynamiques* », en prenant bien garde au « *seuil d'acceptabilité à ne pas dépasser* ». Ce qui se dessine, c'est un modèle idéal qui verrait la Suisse "pomper" les élites déjà formées des pays pauvres

pour les mettre au service de la prospérité des entreprises suisses.

Ce phénomène de "vampirisme" est clairement assumé comme le montre la remarque d'un journaliste de l'Hebdo qui assène que « *seul l'apport de sang neuf pourrait [...] redonner la forme et assurer à [l']économie une main d'œuvre suffisante* ». Cet écono-

misme cynique se vend encore et toujours avec le même argument : ce qui est bon et nécessaire à l'économie suisse, l'est pour les habitants du pays. Ce qui serait en jeu, c'est le sauvetage de la Suisse et les suisses, « *espèce en voie de disparition* ». En fait, il s'agit de préserver les intérêts du patronat en attirant ou important des travailleurs en fonction des impératifs de l'activité économique. La vie des gens dans tout cela, celle des réfugiés qu'on rejette, celle des clandestins sans droits, celle des habitants des pays pauvres qu'on prive des spécialistes qu'ils ont formés... tout le monde s'en fiche.

G. Amista

1. L'Hebdo, 18 mai 2000

2. Id.

3. Id.

dans ce numéro

• **ENTRETIEN** Les affres de la Banque cantonale genevoise • **LIVRE** La défaite du travail

Peux-tu nous expliquer en quelques mots quelle est la genèse de l'affaire de la Banque Cantonale?

Cela vient des années quatre-vingt, de la spéculation immobilière. A cette époque, il existe la Caisse d'Épargne et la Banque Hypothécaire. Elles ont prêté de l'argent d'une façon légère, en faisant intervenir un certain favoritisme, et ainsi stimulé la spéculation immobilière, avec les conséquences habituelles : hausses de loyer et congés-vente. Les plus-values de la spéculation immobilière sont revenues aux spéculateurs, et les moins-values aux deux banques. En 1993, on a dit qu'il fallait fusionner les deux banques. A gauche, Christian Grobet pensait que l'on pouvait beaucoup mieux surveiller la future Banque Cantonale avec des commissions de contrôle et éviter des dérives. On a alors décidé de promouvoir la fusion. Mais on a dû manipuler les comptes de plusieurs centaines de millions de francs suisses (sous-évaluation des risques connus par certains) car la situation économique de la Banque Cantonale naissante n'était déjà pas saine. Certains ont pensé pouvoir "rattraper" les manipulations, ce qui est excessivement difficile, impossible peut-être. En fait, cela oblige à manipuler de manière systématique, à mentir plus, à faire des déclarations toujours plus fausses, à déclarer des revenus et bénéfices fictifs - qui ont donné lieu à des distributions de dividendes. On ne pouvait faire différemment, puisque la banque était économiquement non-viable dès le début. Il a bien fallu un jour payer les excès de la spéculation. C'est une logique implacable. Quand l'affaire éclate récemment au grand jour, on décide de transférer une partie des dossiers pourris, environ 5 milliards de francs dans les livres, dans une fondation de valorisation, une "poubelle immobilière", comme les Bernois l'ont appelée chez eux, qui est "contrôlée" par une commission. Il reste toutefois des dossiers "à risque" de crédits en blanc, issus en partie de dossiers immobiliers, dans la Banque Cantonale, pour environ 1 milliard et 700 millions. On n'en connaît pas la réelle proportion, car il n'y a pas de transparence. Ce sont des sommes colossales.

De quelle nature sont ces dossiers qui ont été transféré à la fondation de valorisation ? Et que va-t-elle en faire ?

Ce sont exclusivement des dossiers immobiliers qui ont été largement surévalués. On pense que certains biens ne valent que le quart du montant qui est inscrit dans les livres. Bon, on connaît relativement peu de choses, on ne connaît que les catégories, tout est couvert par le secret bancaire, la discrétion, la confidentialité... La fondation va tenter de vendre les biens. Ou s'agit-il plutôt d'une rétention de biens immobiliers pour éviter des ventes à des prix raisonnables ? Dans tous les cas, il va y avoir des pertes, et le Grand Conseil devra voter une loi de financement pour chaque dossier important.

Faire sauter la banque



ENTRETIEN • Bien des cantons suisses ont connu leur "affaire de la Banque Cantonale". C'est au tour des Genevois d'apprendre que leur argent a servi la spéculation immobilière. Ici comme ailleurs, la Banque Cantonale est l'instrument d'une politique habituelle du capitalisme en matière d'économie : la privatisation des bénéfices et la collectivisation des pertes. Entretien avec Lucas Loertscher, membre de Solidarités, qui suit l'affaire de près.

C'est ce que certains appellent une garantie, mais ce n'est que l'illusion d'une garantie, car à chaque fois le Grand Conseil, ou les citoyens, par référendum, peuvent refuser. Est-ce que le Grand Conseil va accepter à chaque fois de combler les trous avec les sous du contribuable ? Est-ce que les contribuables vont accepter éventuellement une hausse des impôts pour combler ces trous ? Est-ce qu'un refus ne va pas provoquer instantanément l'écroulement de la banque ?

Comment en est-on arrivé à des surévaluations aussi importantes ?

D'abord, on a parfois prêté jusqu'à 120 % du prix d'achat (alors qu'une norme saine est aux alentours de 80 %), dans un marché qui, dans les années 1980, était spéculatif, donc avec des prix élevés. Ensuite, je pense que dans beaucoup de dossiers, les commissions et les intérêts n'ont pas été payés par les clients, mais ils ont tout d'abord été déclarés comme revenus dans le compte profits et pertes, donc, déclaration de revenus fictifs, et transformés par la suite en actifs en tant que créances. Le montant inscrit dans les livres a donc considérablement augmenté. Normalement, quand un client ne paie pas les intérêts et commissions, la banque dénonce le contrat et essaie de récupérer son argent. Là, la Banque Cantonale n'a rien fait, parce qu'elle ne voulait pas comptabiliser les pertes. Y a-t-il des années et des années de commissions et d'intérêts cumulés non payés et transformés en actifs dans le bilan de la banque ?

As-tu connaissance d'autres problèmes ?

L'éventuelle transformation d'actes de défaut de biens en actifs. Un acte de défaut de biens

est un papier établi par l'Office des Poursuites et faillites quand un débiteur n'a aucun moyen de payer sa dette. Les actes de défaut de biens - il y en aurait pour plusieurs centaines de millions - comptent dans les actifs de la Banque. Qui nous donnera des éclaircissements ?

Quel est l'avenir de la Banque Cantonale ?

Elle est malade depuis sa naissance, en 1993. Elle ne s'est pas effondrée grâce aux manipulations comptables. Et l'État n'a-t-il pas acheté des titres pour éviter l'effondrement du cours ? Actuellement, la Banque Cantonale est sous perfusion. Le compte d'exploitation sera calamiteux, parce que les revenus (les loyers encaissés) qui proviendront de la fondation de valorisation seront très bas. La banque doit se refinancer pour la totalité des 5 milliards et subit donc un différentiel d'intérêt entre ses revenus provenant de la fondation et ce qu'elle doit payer en empruntant sur le marché. A la fin, quelqu'un devra payer. A vous de deviner qui : la fondation, la Banque, ou l'État ? J'exige que la population soit au courant de combien ça va lui coûter. Ajoutez à cela un appareil lourd et coûteux, difficilement compressible, même si on parle de licenciement 80 à 100 personnes. La seule manière de la garder en vie, c'est à coup de 5 milliards de garantie et à coup de paiement par la collectivité des pertes. C'est absolument impossible de la garder en vie autrement. Et le politique se prête à ces manipulations aux frais du contribuable.

Pourquoi la gauche se bat-elle pour conserver cette banque ?

Essentiellement, c'est parce que les débats sont empêchés dans les partis. Cette absence de débat et d'examen d'une situation éco-

nomique et financière sert un petit nombre de cadres supérieurs de certains partis politiques, l'Alliance de gauche, par exemple, dans laquelle certains s'arrogent le privilège de décider tous seuls. Beaucoup de députés le disent en coulisses : le "sauvetage" de la Banque Cantonale sera l'aboutissement de la carrière de Christian Grobet et lui permettra peut-être, l'année prochaine, d'être à nouveau Conseiller d'État. C'est si simple que ça. Et ça rend bien service aux partis bourgeois. Et ça offre aux libéraux une voie royale pour donner des leçons de démocratie et de bonne conduite en matière d'économie et de finances. Une fois, j'ai dit en assemblée générale qu'on n'était pas de gauche. Une autre fois, avec Grobet, j'étais proche du pugilat quand je l'ai rencontré au local de Solidarités. Si on ne s'écrase pas, c'est très dur avec les cadres supérieurs de l'Alliance de Gauche. Ils ont du pouvoir, ils représentent le pouvoir. Il n'y a pas de fonctionnement démocratique. Au Grand Conseil, le 19 mai, Luc Gilly (n.d.l.r. : député de Solidarités) a été le seul à lever la main pour poser des questions, et il s'est fait moucher méchamment.

Quel est le débat qui fait défaut dans la gauche ?

De quoi a réellement besoin la population : d'une Banque Cantonale, qui n'est en fait qu'une structure permettant à certains de vampiriser les finances publiques en toute impunité ? Ou alors d'un service public financier (tenue de comptes et trafic de paiements) ? Le crédit mutuel et le microcrédit sont également des pistes à suivre. Je reproche à la gauche de soutenir la Banque Cantonale sans aucune réelle réflexion.

Propos recueillis par F.Mirail

En finir avec le FIES

Le FIES (Fichier Interieur de Suivi Spécial) est un régime de détention que l'État espagnol a institué en 1991 afin d'isoler les prisonniers les plus « dangereux ». Des anarchistes, des membres de l'ETA, des antimilitaristes, des révolutionnaires sociaux figurent sur la liste des prisonniers FIES (environ 80 personnes) et sont contraints de passer en grande partie leur détention dans un isolement presque total. Ils sont de plus soumis à des mauvais traitements : refus des parloirs, censure, limitation du courrier, fouilles corporelles intégrales, passages à tabac, tortures physiques et psychiques. Depuis 1991, le FIES compte à son actif 11 morts, dont trois depuis le début de cette année.

Depuis le mois de mars, les prisonniers se sont mis en lutte, décidés à obtenir la fermeture des divisions FIES, la libération des malades et la fin de l'éloignement et des transferts continus. Les prisonniers demandent un appui international.

Pour plus de renseignements : Tout le monde dehors c/o TCP, 21ter rue Voltaire, F75011 Paris. E-mail : passemuraille@free.fr

Roms persécutés en Europe

D'après un rapport de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), les attaques et les discriminations contre la communauté Rom ont augmenté dans toute l'Europe ces dernières années. En juin dernier un camp de Tsiganes a été incendié à Naples. En Bulgarie, 14 Tsiganes sont morts entre 1991 et 1998 en prison ou par balles policières. Le pire est arrivé au Kosovo ces derniers mois où des dizaines de milliers de Tsiganes ont été obligés de fuir leur maison. En 1998, le maire d'Evosmos en Grèce a ordonné l'expulsion de 3500 Tsiganes alors qu'ils habitaient là depuis 30 ans.

Extrait de No Pasaran, mai 2000.

Dopage patronal à la Placette

Les employé(e)s de la Placette sont vraiment des veinard(e)s ! La direction leur a offert une sacoche contenant un médicament anti-stress, des vitamines et des bons pour des massages pendant les poses à la cafétéria. C'est qu'il ne faudrait pas que les employé(e)s montrent des signes de fatigue tout au long de l'actuelle campagne de la Placette : "Joy of life" (mais oui !). Pour couronner le tout, les patrons ont lancé une opération à destination des clients : « Témoignez votre reconnaissance à une vendeuse qui vous offre un service attentionné en lui offrant cette carte ! ». Celle qui aura le plus de cartes gagnera un voyage. Idéale pour détendre l'atmosphère cette mise en concurrence d'employé(e)s livrés(e)s aux caprices des clients suffisamment cons pour jouer ce jeu. Ce cynisme patronal est écœurant concernant un secteur où les conditions de travail sont aussi mauvaises que les salaires.

Je m'abonne à Aujourd'hui !

	normal	soutien
▶ 12 n° :	15 francs ☐	25 francs ☐
▶ 24 n° :	30 francs ☐	50 francs ☐
▶ 48 n° :	60 francs ☐	100 francs ☐

Nom _____
Rue _____
NPA/Ville _____

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574134-6. Envoyer à : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.

La défaite du travail

Michel Musolino, *La défaite du travail*, Paris, Ed. L'Écart, 1999, 16 francs suisses.

Au début du livre, l'auteur écharpe deux des protagonistes du débat en question, en traitant Dominique Schnapper de forçat(e) du travail et Jeremy Rifkin de bénévole pitoyable, mais là n'est pas l'essentiel! La thèse principale qu'entend défendre l'auteur est la suivante : la diminution du travail nécessaire à la satisfaction des besoins est inéluctable. Si celle-ci ne se réalise pas dans les faits, c'est parce qu'aujourd'hui le travail est avant tout « *une immense œuvre de contrôle social* ». Dans un (trop) rapide survol historique, ce professeur d'économie et de géopolitique nous décrit l'évolution de l'activité laborieuse dans un pays comme la France. Celle-ci était essentiellement agricole, il y a encore un siècle ou deux. Elle a connu une phase où l'activité industrielle a été dominante pour déboucher sur le système actuel, dans lequel les services emploient la majorité des salarié(e)s. Mais cette histoire économique est aussi l'histoire d'une défaite, celle du travail entendu comme activité "autonome". Au Moyen Âge et au début de l'ère industrielle, c'étaient les ouvriers qui possédaient le métier, la compétence professionnelle*.

Ensuite, grâce aux "inventeurs" de l'organisation scientifique du travail (Taylor et Ford), c'est la machine, le capital, qui s'est emparé de la créativité du travail, condamnant l'ouvrier à une activité qu'« *un singe moyennement intelligent peut réaliser* » (ce bon mot est de F.Taylor). A l'heure où toute une partie de la gauche réclame un nouveau compromis fordiste, il n'est pas inutile de rappeler que Ford ne fut pas l'inventeur des salaires élevés et de la consommation de masse, mais celui « *d'un travail de merde* ». Les salaires élevés qui ont suivi ne visaient qu'à éviter la fuite des ouvriers. Quant à la consommation de masse, elle serait plutôt une conséquence de la guerre qui, si l'on croit Keynes, « *a appris à chacun que le gaspillage était possible* ».

Avec plus ou moins de bonheur, Musolino évoque ce qui fut, ce qui aurait pu être et ce qui est. Le transfert de la population active de l'agriculture vers l'industrie, le développement technique qui s'est poursuivi... auraient pu permettre d'économiser beaucoup d'efforts, mais au lieu d'une meilleure qualité de la vie, on a récolté l'aliénation aussi bien dans le

LIVRE • Ce court pamphlet s'inscrit dans un débat qui avait agité, il y a deux ou trois ans, une partie du monde intellectuel : celui sur la "fin du travail".



travail que dans le loisir, le chômage et l'angoisse de masse. Si la possibilité technique d'une réduction massive du temps de travail n'est pas mise en œuvre, c'est parce qu'elle va à l'encontre de la logique politique de "l'hypercapitalisme". « *Le travail n'est pas sur le point de disparaître, il est seulement KO debout* ». Ce que le système et les politiques sont parvenus à réaliser, ces vingt ou trente dernières années, c'est l'écèlement du travail en trois types d'activités distinctes. D'abord il y a le *travail dévalorisé*, l'ancien travail productif (emploi industriel, mais aussi certains travaux de bureau...) qui périclite et dont la seule chance de survie est qu'il soit moins cher que celui réalisé par les machines! C'est ce type d'emploi qui engendre les nouveaux bataillons des « *working poors des pays anglo-saxons* ». Par un phénomène de vases communicants, une nouvelle forme d'activité tend à le remplacer, il s'agit du *travail palliatif* dont le but est idéologique. Il s'agit d'occuper les gens pour ne pas les payer à ne rien faire (le système ayant encore besoin - mais on ne sait pas pour combien de temps - de consommateurs). La fonction du *travail palliatif* est

« *celle d'anesthésiant social* », il vise à « *rendre indolore l'absence d'emploi* ». Quant à la troisième catégorie, c'est celle du *travail de valorisation*. Produit de la *société du spectacle* - l'auteur rend un hommage appuyé à Guy Debord - le travail de valorisation est l'activité dite "d'information" qui transforme, par exemple, des boîtes de céréales en « *vitalité [...] et bonheur familial* » et qui œuvre surtout à « *l'élimination ou à la compression des coûts, notamment celui du travail dévalorisé* ». Pour conclure, l'auteur, préconise la résistance : « *Il faut, soyons clairs, apprendre à nuire* ». Il propose de faire usage du droit, évoquant à titre d'illustration les plaintes contre les industriels américains du tabac, mais aussi des bonnes vieilles méthodes des syndicalistes révolutionnaires du début du siècle, comme la grève et le sabotage. Là où Musolino nous semble un peu court, c'est quand, en conclusion, il préconise l'alliance entre les salariés qui exercent un travail "enrichissant" (le

travail de valorisation) et celles et ceux pour qui le travail « *reste, même et surtout en son absence, une torture* ». Le rejet commun de l'aliénation devrait être le point de départ de cette unité retrouvée. Il reste cependant le problème de la prise de conscience...

M. Argeri

* Sur ce point Musolino commet une erreur en faisant de la corporation qui régentait le travail sous l'Ancien Régime, l'ancêtre du syndicat ouvrier. Or ce n'est pas cette institution patronale ou interclassiste qui a servi de modèle aux associations ouvrières du XIXe siècle, mais les confréries et compagnonnages, des organisations spécifiquement ouvrières qui de hautes luttes (par des grèves, mises à l'index, etc.) étaient parvenues à obtenir des "tarifs" et des droits comme le monopole de l'embauche...

EDITEUR RESPONSABLE : Claude Cantini.
TIRAGE : 1500 exemplaires. COURRIER :
DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211
Genève 2. TÉLÉPHONE & FAX : 022 734 29 22.
SITE INTERNET : www.tao.ch/~direct_ait.
E.MAIL : aujourd'hui@innocent.com. CCP :
Direct!, CCP 17-574 134-6. LOCAL : 24, rue
de Montbrillant, Genève.